



Rapport au comité national du 18 janvier 2014. (extraits)

Chers camarades,

Meilleurs vœux de santé à vous, vos familles et votre entourage, meilleurs vœux à « Communistes » à ses adhérents, ses sympathisants.

Nous allons examiner la situation politique nationale et internationale, tout s'accélère, nous le soulignons souvent. Cette actualité doit nous conduire, en ce début d'année, à nous organiser pour faire avancer les idées révolutionnaires que nous portons et nous renforcer. Une partie importante de nos débats sera consacrée à cette question très importante dans la situation politique actuelle.

Pendant trois heures et devant des centaines de journalistes plus complaisants les uns que les autres, Hollande a précisé mardi 14 janvier ce qu'il avait déjà annoncé le 31 décembre dernier.

D'entrée et à plusieurs reprises il a répété qu'il fallait aller plus vite, plus loin, accélérer. Il demande au parlement de procéder par ordonnances ou décrets sans recourir à la loi. Pendant pratiquement trois heures, Hollande a prononcé une centaine de fois le mot « entreprise », une trentaine de fois « dialogue social » « partenaires sociaux », une seule fois le mot « salarié », jamais le mot « salaire » ! Le thème de l'emploi n'a été abordé que pour le lier aux propositions du « pacte de responsabilité », ou pour confirmer que les destructions d'emplois allaient se poursuivre si rien n'est fait. Pas une seule fois le mot « profit » n'a été utilisé, Hollande a simplement évoqué le « taux de marge » des entreprises qui contrairement à ce qu'il a affirmé a retrouvé son niveau de 2008.

La mise en condition ainsi faite, il a annoncé conformément à ce qu'il avait déclaré le 31 décembre, la suppression des cotisations familiales payées intégralement non pas par les entreprises, comme la propagande capitaliste s'évertue à l'affirmer, mais par les salariés au travers de leur travail.

Les cotisations sociales, c'est du salaire non perçu par les travailleurs, il est reversé à la sécurité sociale pour satisfaire les besoins de protection sociale dus aux salariés. Les entreprises ne payent rien, encore moins les patrons.

Il nous faut éclaircir cette question.

Plus le capital supprimera de cotisations, moins il y aura de protection pour les travailleurs et le peuple. On voit bien d'ailleurs que depuis que les précédents

gouvernements accordent de multiples exonérations aux entreprises, l'accès à la santé devient plus difficile. Le forfait hospitalier a été instauré puis augmenté régulièrement, les médicaments sont de moins en moins remboursés. L'adhésion aux mutuelles et prévoyances santé a doublé en quelques années. Hollande annonce donc la suppression des cotisations sur la branche famille pour diminuer « le coût du travail ». Ces cotisations représentent 35 milliards d'euros et non 30 comme annoncé. Rien n'est précisé sur le futur financement des diverses allocations familiales si ce n'est de futures économies de 50 milliards d'ici 2017 sur la dépense publique. Rappelons que 15 milliards d'économies sont déjà prévus pour 2014, ce qui au total représente 65 milliards d'ici 2017.

Ces économies vont concerner la sécurité sociale et les collectivités locales donc les services publics. Nous reviendrons régulièrement sur les conséquences de cette politique de casse systématique de ce qu'il reste du système social français, mais Hollande a déjà donné le cap des futures régressions.

Le vote en catimini de l'Assemblée nationale en décembre sur la constitution de 13 métropoles a donné le ton. Le maillage administratif français va être déstructuré, les régions, les départements, les communautés d'agglomération, les communes recevront des « subventions » à la hauteur de leurs transformations. « Des incitations puissantes seront introduites et les dotations de l'état varieront selon les rapprochements » a annoncé Hollande. Le journal « Les Echos » y voit un objectif : « En trente ans, les effectifs de la fonction publique territoriale ont augmenté de 700 000 agents ». Il s'agit bien de cela. On peut imaginer les conséquences sur les services publics et l'emploi. « Il faudra redéfinir les missions de l'État » a déclaré Hollande, ce qui laisse présager de nouvelles privatisations des services dans les collectivités locales. Concernant les « difficultés » de la sécurité sociale, Hollande ne voit que des « fraudeurs qui abusent d'actes médicaux redondants, et qui utilisent excessivement les médicaments. Il faut donc y mettre un terme ». Ce qui annonce des difficultés supplémentaires pour les malades. Le financement de la sécurité sociale sera examiné fin janvier dans le cadre des débats sur la fiscalité avec les syndicats. Hollande appelle à un « grand compromis social » dans le cadre d'un « dialogue social » dont il félicite les progrès en citant la « réforme » des retraites, l'accord national interprofessionnel (ANI) et dernièrement l'accord sur la formation professionnelle. Il fixe d'ailleurs rendez-vous avec les syndicats fin janvier. Les confédérations syndicales (CGT, CFDT, FSU, UNSA) se sont réunies la semaine dernière. Dans une déclaration commune, elles demandent « l'ouverture d'un chantier de rénovation des classifications dans toutes les branches conventionnelles qui n'ont pas négocié et aboutit sur le sujet depuis moins de cinq ans, en articulation avec leur exigence de conditionnalité des aides aux entreprises ». Elles demandent également en matière d'emploi « une plus grande clarté et une plus grande cohérence dans le financement et les aides apportées aux entreprises pour soutenir l'investissement et l'emploi ». Cerise sur le gâteau, elles demandent « des politiques salariales dynamiques conditionnées par des aides et exonérations fiscales des entreprises ». Hollande et le Medef n'ont pas de souci à se faire !! La dernière phrase de la déclaration est claire « les organisations

signataires porteront ces revendications et objectifs communs lors des discussions qui se dérouleront dans le cadre du pacte de responsabilité. »

À aucun moment dans cette déclaration il n'est question ni d'augmentation des salaires et des pensions, ni de la casse de l'emploi dans l'industrie, ni de la casse des services publics et surtout aucune condamnation du « pacte de responsabilité » du pouvoir. Rien n'est dit également sur les attaques au code du travail, aux inspections du travail, sur la suppression des élections prud'homales, en clair sur l'ensemble du droit du travail, pas un mot !! On comprend mieux pourquoi aucune centrale syndicale, y compris la CGT, n'apporte un quelconque soutien aux luttes actuelles, en particulier à la lutte exemplaire des Goodyear, aux salariés de la Redoute « moins 1300 emplois », de la SNCF, de Maury Ducros ou 5000 emplois vont disparaître. Je ne vous surprendrai pas en disant que dans la déclaration commune des centrales syndicales rien n'est dit, pas un mot sur les luttes. Pas un mot non plus sur la mobilisation nécessaire. Les centrales appellent le 4 avril à « rechercher au niveau régional des priorités communes en matière d'action pour la pérennité et le développement de l'emploi en direction des régions, de l'État, du patronat, de la banque publique d'investissement (BPI) à l'image de ce qui s'est fait en Bretagne ».

Enfin, rien n'est dit sur les « négociations » qui s'engagent sur l'assurance chômage.

On voit dans quelle voie le syndicalisme français s'est engagé, il est devenu un obstacle aux luttes, un gestionnaire zélé des décisions des multinationales et de l'état serviteur. Hollande n'a pas fait que parler des sales coups portés en France, il a aussi développé ses intentions sur l'organisation, la structuration, le développement du capitalisme en Europe. Nous en avons déjà parlé à plusieurs reprises et depuis longtemps. La France et l'Allemagne ont décidé d'accélérer le processus cette année par la mise en place d'un « gouvernement économique et social ». Hollande a également annoncé la prochaine mise en place d'un « gouvernement de la défense européenne ». Cet objectif n'est pas étranger aux difficultés rencontrées par la France et l'Europe capitaliste au Moyen-Orient. C'est une nouvelle attaque à la souveraineté des nations, à leur indépendance, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Toutes ces annonces et celles qui vont suivre réjouissent les multinationales. Le Medef s'est dit « prêt à jouer le jeu » dès le 31 décembre. Aujourd'hui, Gattaz confirme son accord et se réjouit d'avoir été entendu ce qui met la droite dans l'embarras, le PS et ses alliés vont plus loin que ce qu'elle propose. Le Front National est pour « la baisse des charges des entreprises qui pèsent sur le travail ». Le front de gauche condamne le « coût du capital » et continue à demander la « construction d'une Europe sociale ».

Le parti communiste français, englué dans ses accords électoraux avec le PS est sur la même ligne, il condamne la finance et ses excès, le social libéralisme de Hollande mais ne remet pas en cause le système économique. Le capitalisme leur convient, il suffit de l'aménager. Et pourtant les arguments ne manquent pas pour condamner et organiser la lutte pour supprimer ce système nuisible.

Partout les plans d'austérité se poursuivent et s'accroissent. Dans le même temps les profits boursiers explosent en 2013 dans les pays où l'austérité est

la plus dure : aux États-Unis entre plus 26,5 et 38,32 %, en Irlande : plus 34,43 %, en Grèce plus 28,06 %, en Allemagne plus 25,48 %, en Espagne plus 21,42 %, en Belgique plus 18,10 %, en France plus 18 %, aux Pays-Bas plus 17,24 %, en Italie plus 16,56 %, au Royaume- Uni plus 14,43 %. On pourrait citer d'autres pays comme l'Égypte ou les profits boursiers ont augmenté de 24,14 % ou l'Afrique du Sud de 19,22 %. Dans ces deux pays on tire sur les grévistes qui revendiquent de meilleures conditions de vie.

J'en profite pour dire un mot sur la situation internationale. Ou les luttes fortement réprimées se développent, c'est le cas au Cambodge, au Bangladesh, en Turquie, en Corée du sud, en Thaïlande, en Egypte, en Tunisie. Toutes portent le même fond : les revendications sociales, les conditions de vie. Partout elles s'étendent.

Les conflits armés se développent, d'autres menacent. En Somalie, au Sud-Soudan, en Irak ou les fascistes ont repris des villes importantes. En Syrie la guerre se poursuit, les groupes armés qualifiés de rebelles à Bachar-El-Assad s'entretuent pour s'accaparer l'armement et les fonds distribués par les USA et l'Europe en vue d'une éventuelle conquête du pouvoir. La prochaine conférence de Genève qui doit trouver une solution politique est bien compromise...Personne n'a renoncé à intervenir militairement dans ce pays et tout est fait, tous les prétextes sont utilisés pour que cette intervention puisse avoir lieu. Hollande a d'ailleurs avoué qu'il était prêt à bombarder le pays.

En Centrafrique, c'est le chaos, la situation dégénère. Au Mali, Hollande a le propos triomphant mais rien n'est réglé. Rien ne transpire sur la situation réelle dans ces pays, tant du point de vue des victimes, du coût des opérations. C'est la poursuite de la colonisation pour s'accaparer des richesses considérables de la région.

Voilà la politique menée par le pouvoir socialiste et ses alliés, soutenue par l'ensemble des partis politiques. Continuons à apporter tout notre soutien et notre solidarité aux peuples qui souffrent.

Le peuple français comme partout paie cher la course aux profits.

C'est dans les entreprises qui licencient massivement que les résultats financiers sont les plus hauts. En 2013 Plastic- Omnium plus 167 %, Valeo plus 114 %, Faurecia plus 136 %.

Airbus : 37 milliards de chiffres d'affaires, 2 milliards de profits, vient de s'allier avec EADS. Le groupe vient d'obtenir 1 milliard de cadeaux supplémentaires pour développer le rafale.

Ces profits boursiers représentent pour 2013, 62 000 milliards de dollars, un nouveau record par rapport aux 60 000 milliards de dollars de 2007. Ces profits ont doublé en 10 ans.

L'année 2013 « une année faste pour les milliardaires » (Les Echos du 3 et 4 janvier 2014). La fortune des 300 hommes et femmes les plus riches au monde s'est accrue de 524 milliards de dollars l'an dernier pour s'établir à 3700 milliards de dollars. C'est l'équivalent d'une fois et demie le produit intérieur brut de la France.

Les multinationales dirigent les états qui n'existent que pour appliquer leurs décisions.

L'industrie continue à se dégrader en France. 63 100 entreprises ont déposé leur bilan en 2013, ce qui menace 270 000 emplois (Les Echos). Les ventes

automobiles ont chuté de 5,7 % en 2013, les constructeurs investissent au Maroc où le salaire moyen d'un travailleur dans l'automobile est de 250 € par mois. Dans la construction artisanale, 15 000 emplois ont disparus faute de chantier. Ce sont les conséquences du blocage des salaires, de la baisse du pouvoir d'achat, des pensions de retraite.

Dans l'agriculture, 40 % des exploitations laitières ont disparues en dix ans (2000 à 2010). Les exploitants se sont reconvertis dans les céréales pour augmenter leurs profits ou ont quitté la profession.

Les fusions-acquisitions s'accroissent notamment en France où « les Américains prennent la tête du marché français » (Les Echos). Elles ont augmenté de 43,6 % en 2012 et représentent 136 milliards de dollars. Il paraît que les entreprises françaises ne sont pas compétitives ! !

Hollande, le PS et ses alliés, la droite, le Front National, le parti de gauche et le front de gauche sont tous d'accord avec cette politique puisque personne, nous mis à part, ne lutte pour l'abolition du capital.

Oui, ils sont tous d'accord aujourd'hui comme hier, que disent-ils face à l'accélération des mesures prises par le pouvoir ? Votez pour moi et ça ira mieux. Si les élections réglaient les problèmes, il y a longtemps que l'on vivrait dans le bonheur !! Non il n'y a que les luttes, continuons à le dire sans cesse. Les illusions tombent à petit mais elles ont la vie dure. Le manque de perspective politique, les coups de plus en plus durs portés aux travailleurs entraînent souvent une sorte de fatalité, de résignation.

Comment ne pas être désemparé quand le seul mot d'ordre politique est de chasser l'un pour mettre un autre à la place pour faire la même politique ?

Comment ne pas être désemparé quand le syndicalisme affirme qu'on peut régler les revendications par la négociation et le dialogue avec le capital, et qu'à chaque fois il y a recul...

Comment ne pas être désemparé quand les luttes ne sont pas soutenues, organisées, structurées, coordonnées ? Cela se termine souvent par la négociation d'un chèque valise et la fermeture de l'entreprise.

C'est dans ce contexte que nous existons, il y a des résistances, des luttes, elles sont plutôt plus nombreuses aujourd'hui qu'hier et elles ne peuvent que s'amplifier. Les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de lutter.

Notre rôle de parti révolutionnaire est de montrer la voie à suivre, personne ne le fera à notre place, nous sommes les seuls. Nous existons pour cela : montrer la voie révolutionnaire.

Mais sommes-nous suffisamment organisés dans le contexte politique actuel pour nous développer ?

C'est à cela que nous réfléchissons, débattons, depuis maintenant plus d'un an. Cette réflexion, ces débats que nous devons poursuivre, doivent nous permettre de mieux travailler l'organisation du parti pour le développer.

Je vais reprendre comme à chaque comité national les domaines qui structurent notre parti.

La propagande : je me permets de répéter que de gros progrès ont été faits dans ce domaine mais comment on utilise la propagande ? Je pense en particulier aux tracts et aux journaux, nous pouvons multiplier considérablement leur diffusion. D'autre part, je pense que l'on peut faire beaucoup plus sur la connaissance de notre site. Nous savons que beaucoup

de tracts sont distribués régulièrement dans les quartiers, les entreprises, dans les manifs. Mais c'est encore dans trop peu d'endroits. Cela demande de réunir les adhérents régulièrement et de décider avec eux des initiatives de distribution ponctuelle. La propagande c'est le moyen de nous faire connaître, avec les idées révolutionnaires que nous portons. La propagande c'est un moyen efficace pour aller au débat. Nous sommes pratiquement à la fin de l'élaboration de notre brochure, cela a représenté un gros travail, c'est un outil important pour faire connaître « Communistes », nos idées, notre analyse, nos propositions. Cet outil est fait pour être utilisé pour modifier, transformer, éclairer. A qui va-t-on proposer cette brochure ? Chaque adhérent peut établir sa liste de sympathisants, amis, voisins, famille, collègues de travail, etc. Qui va être responsable dans le département pour gérer ce travail ? Nous entrons dans une période électorale n'est-ce pas une occasion pour développer, pour faire connaître notre parti ?

Les finances : c'est évidemment le sujet le plus difficile à aborder, surtout dans les conditions sociales actuelles. Mais il faut bien reconnaître que de tous temps, cette question est remise au second plan, alors qu'elle est éminemment politique.

Les besoins de financement qu'il faut atteindre pour 2014 sont indispensables pour un parti politique national, il faudra faire beaucoup d'efforts pour y parvenir.

L'organisation : c'est évidemment essentiel.

Cela regroupe la propagande, les finances, l'activité, le développement et le renforcement du parti.

C'est le qui fait quoi dans l'activité de notre parti. Il ne peut pas y avoir de parti organisé s'il n'y a pas de réunion d'adhérents, c'est logique. C'est encore et toujours une question d'activité dans les cellules départementales. Nous sommes dans la phase de remise des cartes de 2014, comment on fait ? On invite qui ? On débat de quoi ?

2014 sera une année de forte activité.

Du point de vue des luttes, qui ne peuvent que se développer, comment on assure une présence dans ces luttes ? Quel matériel ? 2014 est une année d'élections, quelles initiatives on prend ? Comment solliciter les candidats ? Quel financement de la campagne ? Quelle propagande ? Affiches, tracts nationaux, tracts départementaux, sommes-nous suffisamment offensifs sur le renforcement ?

Tout cela peut paraître lourd et difficile mais ces trois questions que sont la propagande, notre financement, notre organisation, peuvent être traitées à chaque réunion de cellule. Il faut s'attacher à ce qu'à chaque réunion ces sujets soient abordés. Faisons l'effort, c'est de la responsabilité du comité national, du stade de la réflexion et du débat, il faut passer à la phase active.

Nous ferons le point à chaque comité national des évolutions de notre activité.